

Hier, aujourd'hui, demain encore et toujours, l'Histoire rappelle à notre mémoire que la haine, l'ignorance, le pouvoir, la peur, la religion sont de puissants agents de l'oppression des peuples.

Le XXIème siècle n'a pas encore tiré les leçons du passé et, maintenant, toujours tapie et à l'affût, ressurgit la bête.

Le peuple afghan en est maintenant sa proie, victime d'un putsch militaro-religieux et ce ne sont pas les déclarations de deux grandes puissances (Chine et fédération de Russie) dont nous connaissons les fervents engagements de leurs dirigeants respectifs en faveur des droits humains qui vont rassurer les afghanes et afghans. Nous dénonçons la lourde responsabilité qu'ont les pays occidentaux dans le financement des réseaux intégristes via, le Qatar, l'Arabie Saoudite etc. Nous dénonçons également les Etats Unis et les puissances occidentales dans le jeu cynique qu'ils ont joué pour abandonner ensuite les populations à leur triste sort.

Le peuple afghan appelle à l'aide, nous nous devons d'entendre ce cri de souffrance et de désespoir, et, quoi qu'il en coûte, le Monde, l'Europe, la France se doivent d'être à la hauteur.

Les 544 millions alloués à FRONTEX et les milliards attribués à la Turquie pour freiner l'immigration et refouler les exiléEs doivent servir à ouvrir des voies et à accueillir dignement tous ceux et toutes celles qui se sentent menacé(es) par les Talibans.

Conformément aux articles 13 et 14 de la déclaration universelle des droits de l'Homme, chaque homme, femme, enfant, jeune, vieillard, ouvrier ou intellectuel, quel que soit son statut, doit pouvoir quitter son pays et choisir librement le pays d'accueil. Et c'est parce que les êtres humains sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de solidarité que la France ne doit pas stopper les évacuations.

Protéger leur vie est un devoir, parce que la France doit être à la hauteur de ses engagements, de son histoire, de ce qu'ont fait nos pères et mères et de ce que diront nos enfants, la solidarité n'est pas l'aumône.

La France doit

- garantir la protection et l'accueil des afghans et afghanes qui les sollicitent sur le sol français
- permettre aux familles afghanes dont des membres sont réfugiéEs en France de rejoindre au plus vite leur famille
- cesser immédiatement les expulsions vers l'Afghanistan
- ouvrir toutes les voies, maritimes, terrestres et aériennes quoi qu'il en coûte afin d'évacuer les personnes fuyant la répression du régime Taliban.

Nous appelons également, la région d'Occitanie, le département du Tarn, les mairies de nos villes et de nos villages à s'engager dans l'accueil des familles afghanes et nous demandons à l'Etat de donner à nos collectivités territoriales suffisamment de moyens pour accueillir ces familles.

Collectif d'associations et de syndicats (RESF 81 (Castres et Albi), MRAP 81 (Castres et Albi), CGT81, FSU 81, SUD SOLIDAIRES, CIMADE81, AMNESTY INTERNATIONALE81, LDH81...) et des personnes.